

*L'Adresse—M. Lapierre*

Monsieur le Président, plusieurs ont tenté de nous attaquer en prétendant qu'on voulait refaire toute une nouvelle bureaucratie, élargir la machine gouvernementale, et je suis convaincu que ce n'est pas du tout l'intention du gouvernement, ce n'est pas l'intention de celles qui ont défendu l'idée parce qu'on veut surtout éviter la «ghettoïsation» de cette catégorie de la population.

Je suis convaincu que l'objectif le plus noble qu'on pourrait donner à cette initiative serait, bien sûr, de favoriser une pleine et entière participation des jeunes à la société. La priorité numéro un de ces centaines de groupes qu'on a rencontrés, c'est l'emploi. L'emploi est certainement la meilleure mesure de participation. Et plusieurs d'entre eux nous ont dit: N'essayez pas de trouver une solution admirable, une solution unique. On ne veut pas non plus être considérés strictement comme du cheap labour, et dans ce sens-là, ils veulent que les emplois qu'on leur fournit les aident à s'intégrer directement et, espérons-le, en permanence, sur le marché du travail.

Je suis heureux de voir que, récemment, dans nos programmes de création d'emplois, comme RELAIS, Canada au Travail, on a ajouté l'élément entreprise privée. Et si je me fie à l'expérience de ma propre circonscription, je dois admettre que plusieurs des projets qui ont été présentés par l'entreprise privée ont créé des emplois qui étaient, dans un premier temps, temporaires, mais les jeunes, par la suite, ayant aidé à l'entreprise, ayant impressionné leur patron, ont pu trouver des emplois permanents. En fait, le projet s'est continué indéfiniment. Et c'est dans ce sens-là que j'espère que la majorité des nouvelles initiatives qui sortiront du ministère d'État à la Jeunesse penseront à l'intégration à long terme et non pas strictement, comme les jeunes appellent cela, des «jobines». Et dans ce sens-là, en collaboration avec l'entreprise privée, je pense que cela offre un très grand potentiel.

Il y a, bien sûr, aussi tous les obstacles culturels à leur participation, les obstacles linguistiques, les obstacles financiers et géographiques. Monsieur le Président, je suis convaincu qu'en ayant une vue d'ensemble sur les jeunes Canadiens, on pourra essayer de minimiser ces obstacles et, encore une fois, l'Année internationale de la Jeunesse nous donnera l'occasion d'examiner quels sont les obstacles les plus difficiles à surmonter pour les jeunes Canadiens, quels sont les réalignements qu'on devrait faire de nos propres politiques, et dans ce sens-là, je pense que la grande majorité des jeunes Canadiens ont des attentes assez élevées quant à leur Année internationale parce qu'ils ont vu que, suite à l'Année internationale de la femme, l'Année internationale de l'enfant et d'autres années internationales, on a pu faire de grands pas en avant.

Un des problèmes qui est revenu tout au cours de nos discussions, et, je suis convaincu, qui retiendra l'attention du ministre, c'est, bien sûr, la nécessité pour les jeunes de s'organiser, de se structurer pour se faire entendre. Et la faiblesse des organisations de jeunesse est souvent due au manque de financement. La plupart de ces organisations vivent au jour le jour de projets gouvernementaux, de subventions sporadiques et n'ont malheureusement pas de base financière à moyen et à long termes. Pourtant, si on se fie à l'expérience dans d'autres organismes, que ce soit des organismes représentant les intérêts économiques comme les Chambres de commerce ou les organismes représentant les femmes, ceux-ci ont réussi à arracher du gouvernement des engagements à long terme pour assurer leur subsistance. Et dans ce sens-là, je suis convaincu qu'il y

aura lieu de voir un programme qui permettrait justement la survie des organismes qui défendent les intérêts de la jeunesse.

Il y a tellement de diversité au sein de la jeunesse, monsieur le Président, qu'il y a une grande nécessité de se rencontrer, de discuter et d'essayer d'établir des priorités et, dans ce sens-là, l'initiative qui avait été prise au Québec l'année dernière, soit l'Organisation du sommet québécois de la jeunesse, est un exemple que j'espère on pourra reproduire à plusieurs exemplaires. Cela a permis de sensibiliser le grand public. Cela a permis aux jeunes entre eux d'en arriver à des consensus, d'en arriver à une ébauche de projets, et dans ce sens-là je sais que, actuellement, beaucoup de bénévoles mijotent des idées un peu partout au Canada; je sais, par exemple, qu'en fin de semaine, au Nouveau-Brunswick, 150 jeunes représentant divers organismes se rencontrent pour se concerter et peut-être organiser éventuellement un sommet. Dans ce sens-là, je pense que ces initiatives-là devront être encouragées.

Si on veut avoir une société dynamique, il faut s'assurer que tous les éléments de cette société-là puissent faire valoir leur opinion, puissent, en fait, participer à l'élaboration de notre projet d'ensemble.

Une autre constatation, et ça va être certainement un grand défi, c'est un peu redonner confiance aux jeunes dans les institutions actuelles, que ce soit même cette Chambre, que ce soit les syndicats, que ce soit la grande entreprise, et comme disait l'Assemblée des évêques: beaucoup de ces jeunes-là ont l'impression qu'ils sont une génération sacrifiée. Ils ont l'impression que les syndicats, par exemple, avec leur histoire d'ancienneté, leur ferment les portes, leur ferment l'accès aux entreprises; ils ont l'impression que cette Chambre, avec une certaine ancienneté, on ne peut pas s'en cacher, leur ferme l'accès aussi au levier décisionnel. Ils n'ont certainement pas des voix aussi dynamiques ou peut-être aussi écoutées que le Board of Trade et, dans ce sens-là, il faudra certainement s'assurer que les députés de tous les côtés de la Chambre sont plus sensibilisés aux récriminations des jeunes. Je sais que la Fédération canadienne des étudiants, chaque année, vient sensibiliser les députés, et cette année, je dois le faire remarquer, ils ont été très satisfaits de l'accueil qu'ils ont reçu de la plupart des députés de cette Chambre.

Mais je pense qu'il faudra en avoir plus de ces organismes-là qui sachent s'organiser, qui puissent faire un véritable lobby pour avoir voix au chapitre.

Un autre problème est, bien sûr, le manque d'accessibilité à l'information gouvernementale. Et, dans ce sens-là, je sais que c'est un défi pour tous les ministères, mais celui de la Jeunesse a une clientèle cible, et j'espère que l'on pourra développer de nouveaux programmes avec un peu d'originalité mais aussi beaucoup de simplicité pour ne pas tomber dans la fameuse paperasserie qui, souvent, en fait, empêche les gens de s'y intéresser.

Une autre des récriminations et, en fait, un autre des intérêts de la jeunesse était, bien sûr, une meilleure connaissance du pays et du monde et, dans ce sens-là, l'initiative annoncée dans le discours du Trône au sujet des laisser-passer VIA est certainement bienvenue et avait même été réclamée par plusieurs groupes.